

Gilets Jaunes : le gouvernement a peur d'une insurrection populaire



Le gouvernement a raison d'avoir peur à 24 heures de la date prévue pour l'organisation populaire d'un mouvement unique et exemplaire à plus d'un titre, révélant l'exaspération du peuple à l'égard du président Macron et de sa politique incohérente. Nul ne sait, en effet, ce que sera la vérité de ce samedi 17 novembre 2018. Né de l'initiative de quelques-uns parmi la multitude des Français, parfois déçus mais souvent confortés dans leur incrédulité relative à la dernière élection présidentielle, la manifestation du mécontentement d'une très grande part du peuple de France semble se dessiner dans une ampleur jamais égalée. Le prétexte légitime et fondateur de cette colère est la hausse des taxes (sur les carburants) ajoutée à un mécontentement lié à l'impôt. Mais

les motivations réelles et profondes sont bien plus larges.

Comment en est-on arrivé là ?

L'état de l'opinion, aujourd'hui, résulte en fait du gigantesque malentendu de l'élection présidentielle de 2017. En effet, il ne faut surtout pas perdre de vue que Macron ne recueillit, à cette occasion, une adhésion que de 16 % des Français en âge de voter, sans doute une des plus basses dans l'histoire de la V^e République. La faiblesse de ce chiffre est importante. C'est bien pourtant celui-ci qu'il faut retenir car les abstentionnistes de cette consultation qui, pour la plupart, ne sont pas dénués de tout point de vue, n'ont pas quitté la communauté nationale en dépit de leur renoncement à s'exprimer. Ils sont bien là aujourd'hui et ils font partie intégrante des mécontents tout en demeurant les désabusés d'hier. Leur réprobation s'ajoute à celle des dépités ainsi qu'à l'opposition de ceux qui n'avaient pas voté pour lui.

Le système électoral français est ainsi fait que l'élu est presque toujours le produit d'un vote ultime qui lui donne mandat par défaut, mâtiné d'une réticence à peine voilée. Or, face à lui, au second tour décisif, le candidat de l'oligarchie financière mondialiste et antinationale trouva la prétendante d'un parti politique que la propagande en usage contre ce dernier depuis 1945, doxa de la pensée unique digne des méthodes les plus fourbes, a réussi à faire passer pour le diable personnifié. Que surgisse ici où là, en Hongrie, en Autriche, en Pologne ou en Italie, des idées que la bien-pensance nomme populisme feignant de ne pas voir qu'elles sont populaires, la diffamation demeure.

Le peuple de France, anesthésié par le discours apocryphe, apeuré par les présages apocalyptiques et manipulé par le corps tout entier des médias à la botte de la ploutocratie accablante, se réfugia majoritairement sous la houlette du jeune et fringant lauréat désigné avec une résignation affligeante qui, aujourd'hui, prêterait à sourire si elle

n'était à pleurer. Fort de ce succès indiscutable numériquement, le vainqueur se crut absolument incontestable. Or, les traits de caractères menaçants de ce putatif président, apparus bien avant sa désignation, se confirmèrent très vite. Autoritaire, méprisant et narcissique, il apparut tel Jupiter dominant la multitude depuis les sommets olympiens de l'Élysée. Il n'a pas saisi toute la relativité de la confiance qui lui était accordée

La légalité incontestée de son élection fait-elle aujourd'hui sa légitimité politique ?

Afin d'asseoir son pouvoir sans aucune réserve, il choisit de s'entourer d'une multitude de novices inexpérimentés et serviles dont l'impéritie n'a d'égale que l'arrogance qu'elle partage avec le maître. Faisant fi de la démocratie, celui-ci s'autorisa à sauter le parlement en faisant usage d'ordonnances pour imposer des textes relatifs à des sujets sociaux pourtant fondamentaux. Or, ces procédés, qui semblent légitimes en cas de crise mettant en danger la stabilité des institutions, ne peuvent se justifier dans le déroulement ordinaire de la vie publique.

Reconnaissant à ses géniteurs de l'ombre, acteurs ou bénéficiaires de la finance sans frontières, porteurs du nihilisme national et promoteurs du consumérisme planétaire, il leur rendit au centuple leur aide en promulguant des règles fiscales entièrement dédiées à leur profit et au détriment de la masse des contribuables. La classe moyenne dans son ensemble souffre d'une surcharge contributive qui devient insupportable, notamment pour certaines catégories particulières, telle, par exemple, celle des retraités. Pour faire bonne figure et sous la pression de la contestation, il décide aujourd'hui de rendre un peu d'une main ce qu'il a si abondamment pris de l'autre, à la tranche des moins favorisés de la société.

Sans doute au moins aussi grave est sa façon de gérer les problèmes de sécurité, qui le conduit à s'entourer, dans les

arcanes du palais, d'un aréopage douteux aux origines opaques, aux méthodes obscures et musclées, à l'extrême limite d'une forme avérée de pratique mafieuse. Nonobstant les interrogations de la représentation nationale, il a même empêché le déroulement des travaux de la commission de l'Assemblée nationale qui, sur ses injonctions, a interrompu ses travaux relatifs à ces dérives avant leur achèvement.

Que dire de l'irrespect dont ce monsieur, jamais porté à aucun statut électif avant cette circonstancielle promotion du printemps 2017, manifeste la tendance en chaque occasion lorsqu'un citoyen s'adresse directement à lui ? Que dire de ses saillies et de ces réparties méprisantes à l'égard de ceux qui peinent à trouver leur place dans le système productif du pays ?

En 18 mois, par arrogance, par ignorance et par amateurisme, ce président a accumulé les bévues. Les incohérences de sa pratique du pouvoir et l'inadaptation de ses décisions devaient immanquablement conduire à ce samedi 17 novembre dont on ne sait quelle sera l'ampleur.

Cependant, quoi qu'il advienne, il aura été le responsable de cette situation et il sera le seul coupable si, par malheur, ce qu'à Dieu et aux acteurs ne plaise, devait se produire l'irréparable.

Jean-Jacques FIFRE